

AI Index: PRE 01/052/2008  
15 February 2008

## **Sri Lanka. Faire des droits humains la priorité**

Amnesty International a appelé ce vendredi 15 février le gouvernement sri-lankais à faire des droits humains la priorité et à autoriser l'organisation à se rendre dans le pays pour faire une évaluation impartiale du bilan des autorités et des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) en matière de droits humains ; cet appel fait suite aux propos de Keheliya Rambukwella, porte-parole du ministère de la Défense, qui a accusé Amnesty International de manquer d'objectivité vis-à-vis du gouvernement.

*« Le rôle d'Amnesty International est de surveiller la situation des droits humains et de dénoncer les atteintes à ces droits commises par toutes les parties au conflit, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. L'organisation a, à de nombreuses reprises, demandé au gouvernement de l'aider dans cette tâche en l'autorisant à se rendre dans le pays. »*

Amnesty International a rejeté également les déclarations du porte-parole du ministère de la Défense selon lesquelles l'organisation n'avait pas « *prononcé un seul mot* » de condamnation après les récents attentats à l'explosif. Au cours du mois qui vient de s'écouler, l'organisation a fait plusieurs déclarations condamnant les actions prenant pour cible des civils ; le 4 février, par exemple, Amnesty International a publié une déclaration intitulée Sri Lanka. Le conflit s'intensifie et le droit à la vie des civils est de plus en plus bafoué.

*« La situation dans le pays s'est dégradée et le gouvernement aussi bien que les LTTE sont accusés de graves atteintes aux droits humains, a affirmé Irene Khan. Toutes les parties doivent immédiatement cesser de prendre pour cible des civils et respecter leurs engagements en matière de droit international. »*

Les principes du droit continuent d'être bafoués et la culture de l'impunité persiste. Le gouvernement devrait faire de la protection des droits humains sa priorité la plus haute. Au lieu de cela, un nombre toujours croissant de défenseurs des droits humains sont agressés ou menacés. S'attaquer à ces personnes en un tel moment n'est qu'un moyen de distraire l'attention et d'éluder la responsabilité impérieuse d'agir pour résoudre le problème.

Le communiqué de presse du 4 février d'Amnesty International intitulé Sri Lanka. Le conflit s'intensifie et le droit à la vie des civils est de plus en plus bafoué se trouve sur le site de l'organisation, à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/sri-lanka-right-life-civilians-disregarded-conflict-intensifies-20080204>